



SYNDICAT DES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION EN GUADELOUPE

COMMUNIQUÉ

Le SPEG dénonce la spirale de la violence dans les établissements scolaires de Guadeloupe

Le Syndicat des Personnels de l'Éducation en Guadeloupe (SPEG) exprime sa profonde indignation et sa vive préoccupation face à la multiplication des actes de violence dans les collèges et lycées du territoire. Le SPEG apporte un soutien total à la communauté scolaire du lycée Jardin d'Essai et exige que l'administration prenne toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité du collègue.

Un enseignant du lycée Jardin d'Essai a été la cible de menaces de mort proférées via les réseaux sociaux, vraisemblablement par un élève. Une mobilisation s'est immédiatement organisée et les cours ont été suspendus. Ce fait grave survient dans un contexte tendu où les personnels sont de plus en plus exposés à des agressions verbales, psychologiques, voire physiques.

Mais cette situation n'est malheureusement pas isolée. Les violences répétées au collège Rémy Nainsouta à Saint-Claude, des menaces avec armes envers un élève du collège Félix Eboué de Petit-Bourg, et d'autres faits similaires dans plusieurs établissements de l'archipel, révèlent un phénomène systémique que les autorités ne doivent plus ignorer.

C'est la lente désacralisation de l'Institution qui conduit certains à se sentir autorisés à avoir recours à la violence. Nous réaffirmons que l'école doit être un lieu de savoir, de respect et de sécurité. Les personnels ne peuvent plus exercer leur mission dans ces conditions.

Le SPEG interpelle de manière urgente l'ensemble des autorités compétentes (Ministère de l'Éducation nationale, Rectorat de Guadeloupe, Collectivités locales) et demande que l'administration prenne des mesures immédiates pour endiguer cette montée de la violence dans les établissements scolaires et garantir la sécurité des élèves et des personnels.

Le SPEG exige :

- Le renforcement immédiat des dispositifs de sécurité dans tous les établissements,
- Des sanctions exemplaires et dissuasives contre les auteurs de violence, y compris les menaces numériques ;
- Un plan d'urgence contre la violence scolaire.

Le SPEG reste déterminé à œuvrer à la construction d'une école comme lieu de sérénité et d'apprentissage. On Lékòl pou sèvi Gwadeloup !

***Le secrétaire Général du SPEG
Jean DERNAULT***